

Pour publication immédiate

France : appel à garantir le droit des femmes et des filles musulmanes à pratiquer leur sport

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, un appel mondial demande la levée de l'interdiction du hijab dans le basketball français

(Nyon, Suisse, 8 mars 2024) – Les autorités du basketball français doivent garantir l'égalité d'accès au sport pour les femmes et les filles musulmanes en annulant l'interdiction discriminatoire du port du hijab, a déclaré aujourd'hui la [Sport & Rights Alliance](#). À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'Alliance exhorte les responsables sportifs du monde entier à veiller à ce que chaque personne puisse pratiquer son sport sans aucune discrimination.

« *J'aime le basketball, ma famille et ma foi* », a déclaré [Diaba Konaté](#), ancienne membre de l'équipe de France Jeunes, qui joue aujourd'hui aux États-Unis. « *Cela me briserait le cœur de devoir renoncer à l'une de ces trois choses, et c'est pourtant ce à quoi m'obligent les règles actuelles de la Fédération française de basketball.* »

« *Ma foi et mon sport sont deux composantes essentielles de mon identité* », a déclaré [Layshia Clarendon](#), joueuse professionnelle de la WNBA qui joue pour les Sparks de Los Angeles. « *Personne ne devrait avoir à choisir entre honorer sa foi et pratiquer le sport qu'elle ou il aime, et il est tout aussi navrant qu'inacceptable que les femmes musulmanes en France soient forcées de faire un tel choix. Je suis fière d'être solidaire de Diaba et de toutes les athlètes visées par la politique discriminatoire de la Fédération française de basketball.* »

« *Le basketball est depuis longtemps un puissant vecteur d'inclusion et d'égalité* », a déclaré Terri Jackson, Directrice exécutive de la [Women's National Basketball Players Association](#) (WNBPA) aux États-Unis. « *Toutes les athlètes devraient pouvoir pratiquer le sport qu'elles aiment tout en honorant leur foi, et nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que cela soit possible.* »

Des athlètes du monde entier ont salué l'intégration des athlètes musulmanes dans la communauté sportive mondiale, et soutiennent ouvertement les femmes et les jeunes filles qui subissent de manière disproportionnée les restrictions imposées sur le port du voile et autres couvre-chefs à caractère religieux en France, a déclaré l'Alliance.

Dans une lettre ouverte publiée le 8 mars 2024, plus de 80 athlètes, dont la star de la WNBA Breanna Stewart et la médaillée olympique Ibitihaj Muhammad, appellent les Fédération française (FFBB) et internationale (FIBA) de basketball à annuler immédiatement l'interdiction du port du hijab telle qu'elle est fixée par les règles du basketball français, et à respecter les [lois et les normes internationales en matière de droits humains](#).

« *La Sport & Rights Alliance soutient les athlètes qui appellent à mettre fin à la discrimination*



contre les femmes et les filles musulmanes en France, qui se voient refuser la possibilité d'exercer leur sport simplement à cause de qui elles sont », a déclaré [Andrea Florence](#), Directrice de la Sport & Rights Alliance. « A quelques mois des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, il est urgent que la Fédération française de basketball se conforme aux principes de l'olympisme. »

En 2017, en réponse aux appels d'athlètes universitaires américaines menés par [Bilqis Abdul-Qaadir](#), une ancienne joueuse de basket universitaire américaine qui porte le hijab, et d'organisations telles que Athlete Ally, Equality League, Human Rights Watch, World Players Association et d'autres partenaires de la Sport & Rights Alliance, la Fédération internationale de basketball est revenue sur son interdiction du port de certains types de couvre-chefs, dont le hijab.

Cependant, la Fédération française de basketball a ignoré ces changements et a par la suite choisi de renforcer son approche discriminatoire en adoptant en décembre 2022 l'[article 9.3](#) des Règlements sportifs généraux du basketball, qui interdit le port de « tout équipement à connotation religieuse ou politique » à tous les niveaux et pour toutes les catégories de la compétition. Depuis lors en France, des collectifs comme [Basket pour Toutes](#), formé par des joueuses musulmanes, des entraîneurs ainsi que leurs soutiens, ont fait campagne sans relâche pour revenir sur cette interdiction discriminatoire.

Depuis l'introduction des règles de la FFBB, les exclusions d'athlètes musulmanes ont augmenté, y compris dans les championnats de jeunes et de loisirs. « Les jeunes joueuses sont confrontées à l'incertitude, à l'anxiété et même à l'humiliation publique lorsqu'elles sont mises à l'écart les jours de match », a déclaré l'Alliance. Plusieurs joueuses ont été forcées d'arrêter toute pratique du basket.

« Les règles qui pénalisent les femmes et les jeunes filles qui souhaitent porter le hijab violent leurs droits fondamentaux et sapent les efforts déployés pour rendre le sport féminin plus ouvert à la diversité », a déclaré Monica Costa Riba, responsable de la campagne sur les droits des femmes en Europe au sein d'[Amnistie internationale](#). « Les autorités sportives mondiales et nationales doivent veiller à ce que leurs politiques n'excluent pas du sport des groupes entiers de femmes et de jeunes filles et à ce qu'elles proscrivent le racisme et toute forme de discrimination. »

En septembre 2023, une porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme [a critiqué le gouvernement français](#) pour avoir interdit aux athlètes françaises de porter le hijab aux Jeux olympiques de 2024 à Paris, déclarant que « personne ne devrait imposer à une femme ce qu'elle doit porter, ou ne pas porter ».

En octobre, [six experts des droits humains des Nations Unies ont écrit au gouvernement français](#) pour lui faire part de leur inquiétude quant au fait que l'interdiction des couvre-chefs religieux excluait non seulement un grand nombre de femmes et de filles musulmanes de l'éducation, de la culture et du sport, mais pouvait également conduire à davantage d'intolérance et de discrimination.

Les interdictions de porter des vêtements religieux dans le sport violent les droits des athlètes musulmanes en vertu des lois et normes internationales en matière de droits humains, notamment les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les conventions sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

« Il y a bientôt 10 ans, la levée de l'interdiction du hijab par la FIBA a permis à des millions de femmes et de filles musulmanes de jouer au basketball », a déclaré [Minky Worden](#), Directrice des initiatives mondiales à [Human Rights Watch](#). « La fédération française doit agir maintenant pour s'assurer que toutes les femmes et les filles puissent profiter des opportunités qu'offre le sport en

termes de développement, d'éducation et de promotion économique ».

*La Sport & Rights Alliance (SRA) compte parmi ses partenaires **Amnistie internationale, The Army of Survivors, le Comité pour la protection des journalistes, Football Supporters Europe, Human Rights Watch, ILGA World (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association), la Confédération syndicale internationale - ITUC, Transparency International Allemagne et World Players Association - UNI Global Union.** En tant que coalition mondiale composée d'ONG et de syndicats de premier plan, la SRA travaille en vue de s'assurer que les organismes sportifs, les gouvernements et les autres parties prenantes concernées contribuent à l'émergence d'un monde du sport qui protège, respecte et applique les normes internationales en matière de droits humains, de droits des travailleurs, de bien-être et de protection de l'enfance, et de lutte contre la corruption.*